

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

Agence pour la Promotion des Investissements
et des Grands Travaux



MATRICE DES REFORMES DU **PACTE**

PROGRAMME D'AMELIORATION
DE LA COMPETITIVITE DES TERRITOIRES
ET DE L'ECONOMIE

N°	TITRE DU PROJET	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	AXE CONCERNE	SECTEUR CONCERNE	OBJET	OBJECTIF GENERAL	RESULTATS ATTENDUS	COMPOSANTES	STRUCTURES IMPLIQUEES	ETAT D'AVANCEMENT
01	Loi sur le capital investissement	Difficultés d'accès au financement du fait de la faible diversité des sources	Financement de l'économie	Secteur privé et PPP	Diversifier les sources de financement en dehors du financement bancaire	Mobiliser épargne intérieure et extérieure	Orienter épargne intérieure et extérieure vers l'investissement productif	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MEPC /MFB/BCEAO/DGID/ FONSI/CDC/PTF/ SECTEUR PRIVE	Existence d'une loi uniforme de l'OHADA
02	Loi d'orientation sur la structuration du secteur informel	Part élevé du secteur informel dans l'économie nationale et manque à gagner pour les recettes fiscales et opportunités de création d'emplois décents	Développement des PME/PMI	Tout secteur	Structuration du secteur informel	Elargissement de l'assiette fiscale et transformation de l'économie	La base formelle de l'assiette fiscale est élargie et l'économie est transformée	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MIC/MEPC/PTF /chambres consulaires/ chambre des métiers	Existence d'une stratégie nationale intégrée 20022 / 2026
03	Révision de la loi d'orientation agro sylvo-pastoral	La LOASP de 2002 non adaptée aux ambitions de souveraineté alimentaire et transformation du secteur agrosylvopastoral et halieutique des nouvelles autorités	Agro sylvo-pastoral et halieutique	Agriculture, élevage et pêche	Actualisation de la LOASP de 2002 et extension aux secteurs halieutiques et aquacoles	Emergence d'un entrepreneuriat rural	Professionnalisation des métiers agrosylvo-pastoraux et halieutiques et amélioration de l'accès et de la sécurisation du foncier	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MASAE/MEPC/ SECTORIELS/PTF/ CNR/chambres consulaires	Comité de révision mis en place
04	Loi d'orientation sur la souveraineté économique	Absence d'un cadre d'orientation et d'encadrement des nouvelles ambitions de souveraineté économique	Développement économique et social	Secteurs de souveraineté à définir par les autorités	Assurer la souveraineté économique du pays à travers un rééquilibrage des relations avec les partenaires économiques étrangers et une meilleure protection des entreprises des secteurs stratégiques	Renforcer la souveraineté économique du pays sur des secteurs stratégiques	La souveraineté, sur les secteurs stratégiques de l'économie identifiés par les nouvelles autorités, est renforcée	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MEPC /SECTORIELS/PTF	Communiqué du Conseil des Ministres
05	Loi d'orientation sur la rationalisation des mesures de soutien à l'économie	Face à la dispersion et au coût élevé des dépenses fiscales, besoin de rationaliser les divers dispositifs existants	Fiscalité et financement de l'économie	Dépenses fiscales : Mesures incitatives et de soutien à l'économie	Rationaliser et harmoniser les divers dispositifs de soutien à l'économie nationale	Mettre en cohérence le dispositif actuel avec les orientations économiques et sociales des nouvelles autorités	La dépense fiscale est rationalisée et optimisée	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MEPC/ DGD/DGID/PTF	Expression de besoin par rapport à la conjoncture économique et engagement avec les bailleurs de fonds
06	Réforme du Code des Investissements	Code de 2004 a été évalué et des axes d'amélioration doivent être identifiés après 20 ans de mise en œuvre	Promotion des Investissements	Mesures incitatives	Actualiser le dispositif	Amélioration de l'environnement des affaires	Renforcement de l'attractivité de l'environnement des affaires	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MEPC /DGID/DGD/PTF	Annonce en Conseil des Ministres comité de pilotage instauré
07	Création et réglementation des zones d'activités territorialisées	Nécessité d'accompagner les orientations des nouvelles autorités en matière de territorialisation des investissements privés	Mobilité et attractivité des territoires	Tous secteurs	Développement économique territorial	Assurer la disponibilité foncière pour développer les activités économiques dans les territoires	Renforcement de l'attractivité des territoires à l'investissement productif	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MEPC /CT/SECTEUR PRIVE/ SECTORIEL	Expression de besoin par le secteur privé et volonté politique affirmée

N°	TITRE DU PROJET	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	AXE CONCERNE	SECTEUR CONCERNE	OBJET	OBJECTIF GENERAL	RESULTATS ATTENDUS	COMPOSANTES	STRUCTURES IMPLIQUEES	ETAT D'AVANCEMENT
08	Loi d'extension du contenu local	Besoin exprimé par des acteurs d'autres secteurs d'activités de bénéficier de ce régime préférentiel	Concurrence et régulation	Mines, BTP, numérique	Renforcer la participation du secteur privé national aux activités économiques	Extension du dispositif à des secteurs pertinents	Les dispositions sur le contenu local dans le domaine des hydrocarbures sont étendues à d'autres secteurs	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/MEPC /MPE/MIC/MCTEN/ORGANISATIONS PATRONALES	Expression de besoin par le secteur privé national et volonté politique affirmée
09	Actualisation du dispositif légal et réglementaire en matière d'acquisition foncière dans le cadre des projets publics	Inadéquation des textes par rapport aux politiques de sauvegarde environnementale et sociale des PTF, disparités des barèmes et méthodes d'évaluation des pertes, sources de tensions sociales liées aux détentions coutumières	Infrastructures	Tout secteur	Faciliter l'accès au foncier tout en préservant les droits des impactés	Assurer la disponibilité foncière/ la tranquillité publique / avoir un référentiel national harmonisé en matière de libération d'emprises	Disposer d'un référentiel national unique en matière de libération d'emprises	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ DGID/ CT /MINT/URBANISME/ AGRICULTURE/ MIC/ MFB/ MEPC/ PTF	Expression de besoin par le secteur privé
10	Réforme de la loi sur les ZES	Difficultés notées dans la mise en œuvre de la loi ZES de 2017	Promotion des Investissements	Industrie	Atteinte des objectifs assignés aux ZES	Augmentation des performances des ZES	Améliorer le modèle de gestion des ZES favoriser la création massive d'emplois accompagner l'industrialisation et l'augmentation des exportations	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MEPC/ DGID/ DGD	revue du texte existant comité interne de révision existant
11	Mise en place du Registre Unique des Garanties (suretés mobilières et immobilières)	Engagement du Gouvernement du Sénégal auprès du FMI et besoin de disposer d'un Registre électronique Unique des Garanties sur les sûretés mobilières et immobilières pour les crédits	Financement de l'économie	Pme/Pmi	Mise en place registre unique et électronique des garanties	Disponibilité et accessibilité de l'information foncière	Des textes relatifs aux modalités de fonctionnement du Registre Unique des Garanties sont disponibles un registre unique des garanties accessible en ligne qui inclut les sûretés meubles et hypothèques	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	APIX/ MFB/ MJ/ BCEAO/ SENUM SA/ APBEFS/ APSFD/ ORDRE DES NOTAIRES/ OHADA/ ODS	feuille de route élaborée et validée
12	Code du travail	Chômage massif des jeunes, lacunes du code de 1997 proposition de réformes issue de l'administration du travail et validée par le patronat et divers syndicats de travailleurs	Concurrence et régulation	Tous secteurs	Réforme du code du travail	Promouvoir des emplois et renforcer davantage la protection des travailleurs renforcement du pouvoir juridique de l'administration du travail	Employabilité des jeunes est renforcée la protection du travail est renforcée	Code du travail convention collective	Ministère en charge du travail / secteur privé / PTF / partenaires sociaux / instituts de formation / Ministère en charge de la formation professionnelle / 3FPT / ONFP	Projet de loi stabilisé mais pas encore passé au niveau de l'Assemblée nationale
13	Finalisation du cadre juridique sur la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	Existence de plusieurs dispositions juridiques sur l'organisation et à la mise en œuvre de la Validation des Acquis de l'Expérience dans les domaines de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur	Formation, Emplois, Insertion	Tous secteurs	Mise en place d'un cadre légal et réglementaire de la VAE	Faire de la VAE une modalité d'obtention du diplôme ou de la qualification professionnelle au même titre que la voie de la formation initiale	Toute personne quel que soit son âge, niveau d'études ou statut, est reconnue au niveau de ses compétences et a un diplôme ou une certification professionnelle	Cadre juridique (loi et décret) et cadre institutionnel (structure de mise en œuvre)	Ministère du travail/ ANAQ SUP / 3FPT/ ONFP / Ministères éducation, enseignement supérieur et formation professionnelle/ Collectivités Territoriales / Chambres Consulaires	Projet de loi existant et projet de décret stabilisés